



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 17 juin 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **IN VIVO (ex SIGMA)**

La Grande Paroisse BP 102  
77130 La Grande-Paroisse

Références : E/25-1508  
Code AIOT : 0006501151

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2025 dans l'établissement IN VIVO (ex SIGMA) implanté La Grande Paroisse BP 102 77130 La Grande-Paroisse. L'inspection a été annoncée le 07/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IN VIVO (ex SIGMA)
- La Grande Paroisse BP 102 77130 La Grande-Paroisse
- Code AIOT : 0006501151
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'Union Nationale des Coopératives agricoles de Céréales (U.N.C.A.C.) a été autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation n° 86 DAGR 2 IC 066 en date du 30 septembre 1986 à poursuivre l'exploitation du silo de La Grande Paroisse.

Les arrêtés préfectoraux complémentaires suivants encadrent aujourd'hui l'exploitation du site de La Grande Paroisse :

- n° 06 DAIDD 1IC 284 du 13 décembre 2006,
- n° 08 DAIDD IC 067 du 20 février 2008,
- n° 2013 DRIEE UT77 042 du 8 juillet 2013,
- n° 2024 DRIEAT UD77 042 du 19 mars 2024.

L'installation est entourée :

- au Nord, par une voie ferrée, un espace boisé et des parcelles agricoles,
- à l'Est, par des espaces boisés et la Seine,
- au Sud, par la Seine,
- à l'Ouest, par des sites industriels.

Les activités principales du site sont le stockage de céréales en silos verticaux et plats, le chargement et déchargement de céréales par voie terrestre et maritime et ferroviaire, le séchage et le nettoyage de céréales. Le site est soumis à autorisation sous la rubrique 2160-2-a de la nomenclature des installations classées pour une quantité de stockage de 103 930 m<sup>3</sup> et à enregistrement sous la rubrique 2160-1-a pour une quantité de stockage de 122 670 m<sup>3</sup>, portant la capacité totale de stockage à 226 600 m<sup>3</sup>.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à



Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suite de l'incident 22 mai 2021	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 3 - Article 1.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
2	Suite de l'inspection du 11/09/2020	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 2 - Article 3.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Suite de l'inspection du 11/09/2020	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 2 - Article 3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
4	Suite de l'inspection du 11/09/2020	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 2 - Article 6.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	4 mois
5	Suite de l'inspection du 11/09/2020	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 3 - Article 1.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Suite de l'inspection du 11/09/2020	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 5 - Article 1.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Suite de l'inspection du 11/09/2020	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 5 - Article 1.8	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
8	Suite de l'inspection du 11/09/2020	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 5 - Article 2.8	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
9	Suite de l'inspection du 11/09/2020	Autre du 11/09/2020, article Guide de l'état de l'art des silos version 3 - 2008	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	7 mois
10	Consignes de sécurité et procédures d'exploitation	AP Complémentaire du 13/12/2006, article 1.4 du titre 2	/	Demande d'action corrective	3 mois
13	Circulation dans l'établissement	AP Complémentaire du 13/12/2006, article 2.2 du titre 2	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Consignes générales d'intervention	AP Complémentaire du 13/12/2006, article 6.2 du titre 2	/	Demande d'action corrective	3 mois
16	Mesures de protection pour limiter les effets d'une explosion	AP Complémentaire du 13/12/2006, article 1.1 du titre 3	/	Demande d'action corrective	3 mois
18	Exercice d'incendie	AP Complémentaire du 20/02/2008, article 3	/	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Interdiction de feux	AP Complémentaire du 13/12/2006, article 1.5 du titre 2	Sans objet



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
12	Formation du personnel	AP Complémentaire du 13/12/2006, article 1.6 du titre 2	Sans objet
14	Nettoyage des installations	AP Complémentaire du 13/12/2006, article 4.2 du titre 2	Sans objet
17	Aires de chargement et de déchargement	AP Complémentaire du 13/12/2006, article 1.2 du titre 3	Sans objet
19	Phosphore d'hydrogène	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De nombreuses suites des inspections précédentes ont été soldées. Quelques-unes doivent néanmoins faire l'objet d'actions complémentaires.

Le site est globalement bien exploité mais certains sujets méritent une attention renouvelée de l'exploitant. En particulier l'absence contrôle exhaustif des sondes thermométriques et de leur réparation en cas de dysfonctionnement ainsi que l'absence de réalisation d'un exercice d'incendie de silo font l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet de Seine-et-Marne.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de l'incident 22 mai 2021

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 3 - Article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Températures des cellules
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 19/07/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 25/02/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant s'assure périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, etc...) n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.</p> <p>La température des produits susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de sondes thermométriques ou tout dispositif équivalent. L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces systèmes (contrôle, maintenance préventive, ...).</p> <p>Le relevé des températures est périodique avec un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé.</p> <p>Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.</p>

## Constats :

Observation n°20230719-1 de l'inspection du 19/07/2023 : L'exploitant doit justifier que les cellules 23, 24, 25, 26 du silo 8 et les cellules AA, AB, AC, AD, BA, BB, BC et BD du silo 1, lorsqu'elles stockent des produits susceptibles de fermenter, sont équipées de systèmes de sondes thermométriques ou tout dispositif équivalent.

Réponse de l'exploitant par courrier du 10/04/2025 : L'exploitant indique que les cellules AA, AB, AC, AD, BA, BB, BC et BD du silo 1 ne sont pas des cellules de stockage mais des boisseaux de chargement qui ne sont plus utilisés. Les cellules 23, 24, 25 et 26 du silo 8 servent également de boisseaux de chargement. Il a transmis le plan de stockage mis à jour.

Dans le bureau d'exploitation, un test a été effectué sur la cellule AA du silo afin de vérifier si celle-ci n'était réellement plus utilisée. Un choix d'actions est possible au niveau de cette cellule mais les actions associées ne fonctionnent pas. Pour les boisseaux du silo 8 l'exploitant indique qu'ils servent uniquement lorsqu'il a besoin de faire des mélanges ou pour des produits non conformes à charger. L'exploitant propose de remplacer le terme « cellules » par « boisseaux » pour les cellules 23, 24, 25 et 26 du silo 8 sur son synoptique et de faire disparaître les cellules AA, AB, AC, AD, BA, BB, BC et BD du silo 1 qui ne sont plus utilisées.

→ L'observation n°20230719-1 de l'inspection du 19/07/2023 est levée.

Observation n°20230719-2 de l'inspection du 19/07/2023 : L'exploitant complètera ses consignes afin de définir des actions à mettre en œuvre en cas de température constatée au-delà des seuils fixés et en dessous de 70 °C.

Réponse de l'exploitant par courrier du 10/04/2025 : L'exploitant a transmis les critères de tolérance modifiés afin de tenir compte des actions à mettre en œuvre lorsque la température constatée est supérieure au seuil défini (différent selon la période de l'année et le produit stocké) et 70 °C, température à partir de laquelle la procédure d'urgence est enclenchée.

Au bureau d'exploitation, l'inspection a vérifié par sondage certains seuils de température fixés par l'exploitant et a constaté que des seuils étaient fixés à 21 et 35 °C pour le stockage du blé ce qui apparaît cohérent avec les critères de tolérance qu'il a présentés pour le blé.

→ L'observation n°20230719-2 de l'inspection du 19/07/2023 est levée.

Observation n°20230719-3 de l'inspection du 19/07/2023 : L'exploitant justifiera que son système d'alerte permet d'identifier les cas où la température augmente de 2°C sur 7 jours.

Réponse de l'exploitant par courrier du 10/04/2025 : L'exploitant indique que l'augmentation de 2°C sur 7 jours est une consigne de vigilance et non un seuil d'alarme défini dans son logiciel de silothermométrie. Il a transmis la procédure de conservation modifiée dans laquelle il précise que : " Un contrôle visuel journalier est réalisé sur le logiciel de silothermométrie.

Chaque semaine, une impression des relevés de températures est analysée et paraphée.

L'analyse des relevés de températures doit permettre d'identifier :

- une augmentation régulière de la température du grain (2°C en 7 jours)
- une augmentation importante de la température du grain (environ 5°C)"

L'exploitant indique que cette surveillance d'élévation de la température de 2°C en 7 jours est



plutôt fixée pour assurer la conservation du grain. Dans le bureau d'agréeage, aucun justificatif n'a permis de prouver que cette surveillance était bien assurée. Il apparaît, en effet, que ce contrôle d'élévation de la température de 2 °C sur 7 jours est difficile à mettre en œuvre puisque les outils informatiques ne le permettent pas directement. Par ailleurs, un contrôle manuel semble presque impossible compte-tenu du nombre de cellules présentes sur site.

L'inspection note une incohérence entre le mode opératoire « conservation - ventilation - GP » précisant qu'une analyse des relevés de températures doit permettre d'identifier une augmentation régulière de la température du grain de 2 °C en 7 jours et les tableaux de tolérances prévoyant une détection d'une élévation de température de 2-3°C sur une semaine pour les œillettes et 5 °C sur une semaine pour les graines oléagineuses et les céréales.

→ L'observation n°20230719-3 de l'inspection du 19/07/2023 est levée.

**Suite n°20250428-1 :** Si l'exploitant juge, pour assurer une maîtrise des conditions d'exploitation, que des actions sont nécessaires en cas d'élévation de température de 2 °C sur 7 jours, il convient qu'il assure une surveillance permettant de détecter ces élévations de températures. Si cette surveillance n'est pas mise en œuvre puisqu'elle est jugée incompatible avec les conditions d'exploitation du site, il convient de revoir cette consigne afin qu'elle puisse être mise en œuvre et permette une maîtrise des conditions d'exploitation du site.

**Suite n°20250428-2 :** L'exploitant s'assurera de la concordance de ses procédures « conservation - ventilation - GP » et « tableau de tolérances » visant à détecter une élévation de température des produits stockés sur 7 jours.

Observation n°20230719-4 de l'inspection du 19/07/2023 : L'exploitant devra améliorer son système de silothermométrie afin que les informations qu'il comporte soient à jour (cellules pleines ou vides).

Réponse de l'exploitant par courrier du 10/04/2025 : L'exploitant indique que des échanges ont été menés avec un prestataire concernant la possibilité de faire une liaison entre la silothermométrie et la supervision. Cela impliquerait de changer le système de silothermométrie actuel. La méthode retenue à ce jour est donc la mise à jour manuelle, au plus tard le lundi de chaque semaine.

L'exploitant indique que la procédure de conservation précise cette consigne de mise à jour manuelle (au plus tard le lundi de chaque semaine) visant à indiquer sur la silothermométrie si les cellules sont pleines ou vides. Néanmoins, cette procédure n'a pas été présentée à l'inspection.

→ L'observation n°20230719-4 de l'inspection du 19/07/2023 est levée.

**Suite n°20250428-3 :** La présence de céréales/graines/granulés dans les cellules de stockage étant renseignée manuellement sur la silothermométrie, l'exploitant devra définir une consigne précisant qu'une mise à jour périodique régulière de l'état des cellules (pleines ou vides) doit être effectuée. Cette consigne doit préciser la périodicité retenue. L'exploitant devra également justifier de la bonne application de cette consigne.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois
--------------------------------

N° 2 : Suite de l'inspection du 11/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 2 - Article 3.2
---

Thème(s) : Risques accidentels, Mesure de prévention et installations électriques
---

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 19/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 25/02/2025

**Prescription contrôlée :**

L'installation électrique est conçue, réalisée et entretenue conformément à la réglementation en vigueur et le matériel conforme aux normes françaises et européennes qui lui sont applicables.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit et tout échauffement.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Les matériels électriques sont étanches aux poussières.

**Constats :**

Non-conformité n° 1 de l'inspection du 11 septembre 2020 : L'exploitant n'a pas remédié aux non-conformités mentionnées dans les rapports de contrôle des installations électriques et de protection contre l'électricité statique, les courants vagabonds dont des non-conformités ont déjà été signalées en 2018 contrairement aux dispositions prévues aux articles 3 et 3.2 de l'arrêté préfectoral n°06 DAIDD 1IC 284 du 13 décembre 2006. L'exploitant devra mettre en œuvre les actions correctives nécessaires et transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant que toutes les non-conformités relevées dans les différents rapports sont levées.

Observation n°20230719-5 de l'inspection du 19/07/2023 : Il convient que l'exploitant assure un suivi des actions correctives à mettre en œuvre afin de lever les observations identifiées dans les rapports de contrôle des installations électriques et définisse un ordre de priorité des observations à solder.

Réponse de l'exploitant par courrier du 10/04/2025 : L'exploitant indique avoir mis en place un tableau de suivi des observations figurant sur les rapports de contrôle des installations électriques Q18. Sur celui-ci figure la nature du risque U1, U2 et U3 (définissant sa priorité), présente sur les rapports de contrôle, et la date de prévision des travaux.

L'exploitant a présenté son tableau de suivi des observations mentionnées dans les rapports de contrôle des installations électriques de 2024 (contrôle du 18 au 25/11/2024). Sur celui-ci une unique observation de niveau de risque U3 (niveau le plus faible) reste non soldée.



Par sondage, l'inspection a contrôlé la bonne réalisation des actions correctives mentionnées dans le tableau de suivi de l'exploitant et notamment celles relatives aux observations n°9 « bureau bascule PC 2P+T : sous afficheur bascule : goulotte prise à améliorer », n°14 « labo 2 14 PC 2P+T : salle 2 une prise sur la façade l'établi agitateur mal fixée » et n°4 « armoire labo - matériels BT armoire a labo : non fonctionnement de la protection différentielle, isolement bon (ne se réenclenche pas) ».

La levée des observations n°9 et 14 est associée au bon de travail 99271 du 06/02/2025. L'inspection note que ce bon de travail ne mentionne que le détail de l'observation n°9 et non celui de l'observation n°14.

**Suite n°20250428-4 : L'exploitant justifiera que des actions correctives ont bien été apportées pour solder l'observation n°14 « labo 2 - 14 PC 2P+T : salle 2 une prise sur la façade l'établi agitateur mal fixée » formulée dans le rapport de contrôle des installations électriques des « vestiaires, atelier, cnata, bureaux, labo labs » de 2024 comme cela est indiqué dans son tableau de suivi.**

Concernant l'observation n°4, l'exploitant a présenté le bon de travail 99284 du 03/02/2024 qui n'appelait aucune remarque de l'inspection.

Enfin, l'inspection a vérifié par sondage que les rapports de contrôle des installations électriques des silos 1, 7, 5 et du séchoir ne présentaient aucune observation comme cela était mentionné dans le tableau de suivi de l'exploitant. Les rapports présentés ne mentionnaient aucune observation.

→ Les non-conformité n° 1 de l'inspection du 11 septembre 2020 et observation n°20230719-5 de l'inspection du 19/07/2023 sont levées.

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant**

**Proposition de délais : 3 mois**

### N° 3 : Suite de l'inspection du 11/09/2020

**Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 2 – Article 3**

**Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement de la structure**

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 25/02/2025

#### Prescription contrôlée :

Les mesures de prévention permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie sont réalisées conformément aux réglementations en vigueur et adaptées aux silos et aux produits.

Les zones où des atmosphères explosives peuvent se former sont définies et signalées sous la responsabilité de l'exploitant selon les réglementations en vigueur. Les matériels présents dans les zones où peuvent se former des atmosphères explosives sont conformes aux réglementations en vigueur.

Les silos sont efficacement protégés contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel effectué par un organisme compétent. Ce rapport comporte :

- une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives ;
- une description des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre ;
- les conclusions de l'organisme concernant l'état de la conformité des installations avec les réglementations en vigueur.

Les silos ne disposent pas de relais, d'antennes d'émission ou de réception collectives sur leurs toits.

Un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit un programme d'entretien de tous les dispositifs de prévention des risques, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel périodique des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé au moins une fois par an.[...]

#### **Constats :**

Non-conformité n° 2 de l'inspection du 11 septembre 2020 : L'exploitant n'a pas remédié à tous les constats mentionnés dans le rapport de contrôle annuel des structures contrairement aux dispositions prévues Titre 2 - Article 3 de l'arrêté préfectoral n°06 DAIDD 1IC 284 du 13 décembre 2006. L'exploitant devra mettre en œuvre les actions correctives nécessaires et transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant que tous les constats relevés dans le rapport sont levés.

Constat de l'inspection du 19/07/2023 : La non-conformité n°2 de l'inspection du 11 septembre 2020 n'est pas levée. En conclusion de ce constat, l'exploitant devra mettre en œuvre des actions correctives relatives aux différentes observations du rapport interne de contrôle visuel des parois des silos de 2023.

Réponse de l'exploitant par courrier du 10/04/2025 : L'exploitant a transmis le rapport de contrôle visuel interne des parois des silos de 2024 avec le suivi des actions.

L'exploitant indique que les cellules N1 et N2 du silo 2 faisant l'objet d'observations, dans le rapport de contrôle visuel des parois des silos de 2024, seront démolies sous 2 ans (silos plats) et remplacées par un silo vertical. Il indique que l'étude de dangers sera alors mise à jour.

Le rapport de contrôle visuel des parois des silos de 2024 ne mentionne aucune observation de priorité haute (n°3), uniquement des observations de priorité intermédiaire (n°2) et faible (n°1). La plupart seront soldées lors de la démolition du silo 2. Des échéances de mise en conformité sont



prévues pour les autres observations ou un suivi des évolutions dans le temps concernant les observations de priorité n°1 uniquement.

→ La non-conformité n°2 de l'inspection du 11 septembre 2020 est levée.

Non-conformité n°20230719-1 : Le contrôle visuel périodique des parois des cellules des silos 5, 6 et 8 n'est pas réalisé au moins une fois par an.

Réponse de l'exploitant par courrier du 10/04/2025 : L'exploitant indique qu'un contrôle externe a été réalisé en 2020 concernant les parois des silos 5, 6 et 8 et que les travaux de réparation avaient bien été effectués. Cependant, s'agissant de silos de grande hauteur, il indique rencontrer des difficultés à réaliser un contrôle visuel en interne et a décidé de faire appel à un organisme extérieur avant fin 2025 afin de garantir un contrôle efficace.

Un contrôle visuel annuel des parois des cellules est imposé à l'exploitant. Celui-ci peut être sous-traité à une entreprise tierce si l'exploitant n'est pas en mesure de le réaliser lui-même pour les silos 5, 6 et 8 compte-tenu de leur hauteur. Néanmoins, ce contrôle doit être réalisé annuellement. Si cette fréquence n'apparaît plus adaptée pour un contrôle approfondi réalisé par une entreprise tierce, l'exploitant pourra solliciter une modification de son arrêté préfectoral.

À noter néanmoins que le guide de l'état de l'art sur les silos prévoit : *"En termes de prévention, une surveillance a minima visuelle des structures des silos (quel que soit le type : vertical, plat, en béton, métallique...) est à préconiser, à une fréquence adaptée à l'âge et à la configuration des silos. Un enregistrement de ces opérations de contrôle doit être réalisé par l'exploitant.*

*Une attention particulière doit être portée aux silos verticaux : une surveillance a minima visuelle à une fréquence adaptée (annuelle dans le cas des silos les plus anciens) est nécessaire. Il peut également être possible, selon l'âge des silos, leur configuration, leur structure, ou selon leur environnement proche, etc., de réaliser à une fréquence inférieure (de quelques années à 10 ans) des contrôles techniques plus poussés (pachométrie pour obtenir la position des armatures du béton...). En cas de doute (détection de fissures), ces examens de structure sont nécessaires."*

→ La non-conformité n°20230719-1 de l'inspection du 19/07/2023 n'est pas levée. Il convient que l'exploitant procède à un contrôle visuel annuel des parois des silos 5, 6 et 8. En cas de besoin, il pourra transmettre une demande argumentée de modification de la fréquence de surveillance des parois de ces silos imposée dans son arrêté préfectoral, en tenant compte des préconisations de guide de l'état de l'art sur les silos.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Suite de l'inspection du 11/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 2 - Article 6.1

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des Equipements

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 25/02/2025

**Prescription contrôlée :**

L'établissement est pourvu de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

Les installations de protection contre l'incendie sont correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de cette vérification.

La défense interne des locaux contre l'incendie est réalisée au moins par des extincteurs portatifs, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, implantés à proximité des dégagements et bien visibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.

Des colonnes sèches en matériaux incombustibles et conformes aux normes et aux réglementations en vigueur sont implantées dans la tour de manutention du silo 6.

Les cellules de stockage des silos béton fermées sont conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Un dispositif fixé à demeure permettant le raccordement à une alimentation en gaz inerte (piquage, etc...) est installé en pied de cellule. Une procédure est associée à l'utilisation de ce dispositif particulier en cas de phénomène d'auto échauffement débutant dans une cellule béton fermée. Sont également mentionnées dans cette procédure les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer du gaz inerte ; ces coordonnées doivent être disponibles à tout moment, et mises à jour aussi souvent que nécessaire.

**Constats :**

Non-conformité n° 5 de l'inspection du 11 septembre 2020 : L'exploitant ne réalise pas les contrôles annuels des RIA et des colonnes sèches conformément au Titre 2 - Article 6.1 de l'arrêté préfectoral n°06 DAIDD 1IC 284 du 13 décembre 2006. L'exploitant devra transmettre une copie du contrôle.

Constat de l'inspection du 19/07/2023 : La non-conformité n°5 de l'inspection du 11 septembre 2020 n'est pas levée. En conclusion de ce constat, l'exploitant devra transmettre le dernier rapport de contrôle des colonnes sèches et RIA.

Réponse de l'exploitant par courrier du 10/04/2025 : L'exploitant a transmis les rapports de contrôle des colonnes sèches et RIA de 2024 ne présentant aucune observation.

L'inspection note que le rapport de contrôle des extincteurs et RIA mentionne un extincteur à remplacer. L'exploitant a présenté la facture du 13/12/2024 relative au remplacement de cet extincteur.

→ La non-conformité n° 5 de l'inspection du 11 septembre 2020 est levée.



Non-conformité n° 6 de l'inspection du 11 septembre 2020 : L'exploitant ne vérifie pas que l'ensemble des sondes de température soit opérationnel conformément au titre 2 de l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral n°06 DAIDD 11C 284 du 13 décembre 2006. L'exploitant devra justifier que l'ensemble des sondes fonctionne après réparation.

Constat de l'inspection du 19/07/2023 : La vérification des sondes thermométriques s'effectue lorsque les cellules sont vides. Le dernier contrôle interne de ces sondes date de 2021 et le dernier contrôle externe remonte à novembre 2023 mais le rapport n'était pas encore disponible lors de l'inspection et n'a donc pas été présenté. La non-conformité n° 6 de l'inspection du 11 septembre 2020 n'est pas levée.

Réponse de l'exploitant par courrier du 10/04/2025 : L'exploitant indique que des travaux sont prévus pour changer les sondes et que ceux-ci ne peuvent se faire que lorsque les installations sont vides.

L'exploitant a présenté la procédure « contrôle des sondes de thermométrie » qui prévoit un contrôle des sondes d'une cellule lorsque celle-ci est vide. Ce contrôle doit avoir lieu avant 9h du matin et être réalisé chaque année d'après la procédure.

Dans le bureau d'exploitation, l'inspection a consulté le registre de contrôle des sondes thermométriques du 12/03/2025 et 22/04/2025. La procédure « contrôle des sondes thermométriques » prévoit qu'en cas d'écart d'au moins 2 °C mesuré entre deux sondes d'une même cellule vide, des actions correctives soient menées par l'exploitant. Or, un écart de 6,2 °C a été relevé en cellule B14 le 12/03/2025, celui-ci s'élevait à 6,3 °C pour cette même cellule le 22/04/2025 ce qui démontre qu'aucune action corrective n'a été menée depuis le 12/03/2025. D'autres écarts supérieurs à 2 °C ont également été relevés, par exemple sur les cellules MS01 (3,3 °C), L11 (2,2 °C), P1 (16,1 °C), M1 (2,2 °C), A10 (2,2 °C), D4 (2,5 °C), D6 (2,4 °C) appartenant aux silos 1, 2 et P1/P2 lors du contrôle du 22/04/2025.

L'exploitant a indiqué qu'une demande d'intervention avait été faite pour corriger ces défauts mais aucun justificatif n'a été présenté. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que l'ensemble des sondes de températures étaient contrôlées au moins une fois par an comme l'indique sa procédure.

→ La non-conformité n° 6 de l'inspection du 11 septembre 2020 n'est pas levée. Il convient que l'exploitant justifie que l'ensemble des sondes de température est vérifié au moins une fois par an et qu'elles sont correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Les sondes de températures présentant des défauts doivent faire l'objet d'actions correctives rapides.

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet de Seine-et-Marne.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 5 : Suite de l'inspection du 11/09/2020**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 3 - Article 1.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Equipements Importants pour la Sécurité (EIPS)

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 19/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 25/02/2025

**Prescription contrôlée :**

Les installations de dépoussiérage et les dispositifs de transport des produits (élévateurs, transporteurs à chaîne, transporteurs à bande) doivent respecter les prescriptions de l'article 3.1, Titre 2 du présent arrêté (mesures de prévention) et de l'article 1.1, Titre 3 du présent arrêté (mesures de protection pour limiter les effets d'une explosion).

Ils sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.

Les installations de dépoussiérage sont constituées des dispositifs suivants : chaque silo est équipé d'un système de captation des poussières puis d'un système de traitement de ces dernières (cyclones, filtres,...).

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : les installations de manutention ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement ; elles s'arrêtent immédiatement en cas d'arrêt du système d'aspiration après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.

Le système d'aspiration est correctement dimensionné (en débit et en lieu d'aspiration).

Afin de prévenir le risque d'explosion au niveau du dispositif de dépoussiérage, les dispositions suivantes sont notamment prises :

- tous les équipements (parties métalliques, associations métal / plastiques, manches des filtres...) sont mis à la terre et reliés par des liaisons equipotentielle,
- le ventilateur d'extraction est placé côté « air propre »,
- les manches des filtres font l'objet d'un contrôle régulier de leur usure ; une procédure précise la périodicité et les modalités de ce contrôle.

Les systèmes de filtration centralisés sont équipés de capteurs pour mesurer la dépression des filtres d'aspiration des poussières avec asservissement à un klaxon local et à un arrêt du ventilateur en cas de défaillance.

Afin de limiter les effets d'une explosion, les dispositions suivantes sont notamment prises pour les systèmes de filtration centralisés :

- présence d'un évent
- la sortie de l'évent est aménagée vers l'extérieur du bâtiment à travers une canalisation de décharge
- pour éviter la propagation de l'explosion, un système anti-retour d'explosion au niveau du réseau « air sale » est mis en place
- le système de filtration centralisé est découplé du volume de récupération des poussières.

Les organes mécaniques mobiles sont protégés contre la pénétration des poussières ; ils sont convenablement lubrifiés.

Les organes mobiles risquant de subir des échauffements sont périodiquement contrôlés. Ils sont disposés à l'extérieur des installations qu'ils entraînent.

Les transporteurs à bandes, élévateurs sont munis de capteurs de déport de bandes.

Les transporteurs à bandes, à chaînes ou à vis et les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation.

Les transporteurs à chaînes sont équipés de détecteurs d'ouverture des trappes de bourrage.



Les détecteurs d'incident de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident. Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.

**Constats :**

Non-conformité n° 9 de l'inspection du 11 septembre 2020 : L'exploitant devra veiller au contrôle de l'ensemble de ces équipements et veiller à lever l'ensemble des remarques. L'exploitant ne suit pas et n'effectue pas les travaux dans les plus brefs délais en application de ce programme contrairement aux dispositions prévues au titre 3 - Article 1.4 de l'arrêté préfectoral n°06 DAIDD 11C 284 du 13 décembre 2006. L'exploitant doit faire réaliser un contrôle des EIPS par un organisme agréé avant la fin décembre 2020 afin de justifier de l'ensemble des remarques.

Constat de l'inspection du 19/07/2023 : La non-conformité n°9 de l'inspection du 11 septembre 2020 n'est pas levée. En conclusion de ce constat, l'exploitant devra réaliser le contrôle des EIPS du silo 7 et transmettre le rapport associé.

Réponse de l'exploitant par courrier du 10/04/2025 : L'exploitant indique que le silo 7 ne dispose pas d'EIPS puisqu'il ne dispose pas d'équipement de manutention.

L'inspection a constaté que le silo 7 n'était pourvu d'aucune manutention ce qui explique qu'aucun équipement important pour la sécurité (contrôle de rotation, bourrage, etc.) ne soit contrôlé dans ce silo.

**→ La non-conformité n° 9 de l'inspection du 11 septembre 2020 est levée.**

Observation n°20230719-6 de l'inspection du 19/07/2023 : L'exploitant veillera à ce que la colonne « anomalie » des rapports de contrôle des EIPS soit renseignée par l'organisme de contrôle.

Réponse de l'exploitant par courrier du 10/04/2025 : L'exploitant a transmis les rapports associés aux derniers contrôles dans lesquels la colonne « anomalie » est bien renseignée.

L'inspection note néanmoins que des anomalies sont mentionnées dans les rapports associés au contrôle des EIPS d'avril/mai 2025 sans que l'on puisse comprendre si ces anomalies ont été corrigées lors du contrôle ou sont à corriger après contrôle. Elles concernent en particulier le réglage du contrôleur de rotation de l'élévateur 3 du silo 1, le remplacement du capteur de contrôle de rotation hors service de l'élévateur 4 du silo 5 et le défaut de discordance du contrôleur de rotation du transporteur à bande 4 du silo P1/P2.

**→ L'observation n°20230719-6 de l'inspection du 19/07/2023 est levée.**

**Suite n°20250428-5 : L'exploitant justifiera que des actions correctives ont été apportées pour corriger les défauts suivants :**

- réglage du contrôleur de rotation de l'élévateur 3 du silo 1,
- remplacement du capteur de contrôle de rotation hors service de l'élévateur 4 du silo 5,
- défaut de discordance du contrôleur de rotation du transporteur à bande 4 du silo P1/P2.

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 :** Suite de l'inspection du 11/09/2020

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 5 - Article 1.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan des réseaux

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 19/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 25/02/2025

**Prescription contrôlée :**

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent à plusieurs points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

[voir tableau de l'arrêté préfectoral du 13/12/2006]

Tout rejet direct ou indirect non explicitement mentionné ci-dessus est interdit.

**Constats :**

Non-conformité n° 10 de l'inspection du 11 septembre 2020 : Le nombre de rejets ne correspond pas au Titre 5 - Article 1.5 de l'arrêté préfectoral n°06 DAIDD 1IC 284 du 13 décembre 2006. L'exploitant devra justifier à l'aide d'un plan l'emplacement des rejets conformément à son arrêté préfectoral. En cas de modification du nombre de rejet, l'exploitant devra justifier et transmettre un porter à connaissance afin de vérifier que les eaux du site peuvent rester confinées sur le site en cas d'accident.

Constat de l'inspection du 19/07/2023 : L'exploitant a précisé qu'un plan des réseaux sera prochainement mis à jour et transmis. La non-conformité n°10 de l'inspection du 11 septembre 2020 n'est pas levée.

Réponse de l'exploitant par courrier du 10/04/2025 : L'exploitant a transmis le plan des réseaux d'eaux pluviales/usées et industrielles du site mis à jour à la suite du porter à connaissance de la nouvelle installation de lavage des graines. Il indique que, pour le rejet 2, le milieu récepteur est la Darse et non la Seine et que le rejet 8 ne concerne que les eaux pluviales (pas de fosse septique).

Les points de rejet présents sur site étant différents de ceux prescrits par l'arrêté préfectoral de 2024, l'exploitant devra solliciter une modification son arrêté préfectoral en précisant exactement ses points de rejets, les modifications à apporter à son arrêté préfectoral et en transmettant un plan des réseaux à jour. Sur ce dernier devront notamment être distingués les réseaux associés aux eaux pluviales de voiries et ceux associés aux eaux pluviales de toitures.

→ La non-conformité n° 10 de l'inspection du 11 septembre 2020 est levée.



**Suite n°20250428-6 :** Il convient que l'exploitant transmette un porter à connaissance sollicitant une modification son arrêté préfectoral de 2024 en précisant exactement ses points de rejets, les modifications à apporter à son arrêté préfectoral et en transmettant un plan des réseaux à jour. Sur ce dernier devront notamment être distingués les réseaux associés aux eaux pluviales de voiries et ceux associés aux eaux pluviales de toitures.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 :** Suite de l'inspection du 11/09/2020

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 5 - Article 1.8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance des rejets

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 19/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 25/02/2025

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites définies dans le tableau de l'AP de 2006 Titre 5 Article 1.8.

L'effluent ne doit pas contenir de substances capables de porter atteinte à la vie, la reproduction et la qualité alimentaire du poisson après mélange avec les eaux réceptrices à 50 mètres du point de rejet de la berge.

**Constats :**

Constat de l'inspection du 19/07/2023 : La non-conformité n°11 de l'inspection du 11 septembre 2020 est remplacée par la suivante : « Les concentrations en nitrates des rejets n°1, 4, 7, 8 et 9 dépassent les valeurs limites prescrites à l'article 1.8 du titre 5 de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2006. Par ailleurs, la concentration en MES des rejets n°1, 2, 4, 5 et 6 dépassent les valeurs limites prescrites à l'article 1.8 du titre 5 de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2006. Enfin, les concentrations en DCO des rejets n°8 et 9 dépassent les valeurs limites prescrites à l'article 1.8 du titre 5 de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2006. Ces dépassements n'ont fait l'objet ni d'analyse ou d'interprétation de la part de l'exploitant, ni d'actions correctives.»

Réponse de l'exploitant par courrier du 10/04/2025 : Concernant les nitrates, l'exploitant indique ne pas stocker de nitrate ni d'engrais et que le site est implanté autour de zones agricoles pouvant expliquer ces dépassements. Concernant la DCO et les MES il indique que des échanges ont été réalisés en interne sur les bonnes pratiques de prise des échantillons pour la représentativité.

L'exploitant a transmis post-inspection les rapports de contrôle des effluents du 1er et 2d semestre 2024. Les résultats ne présentaient aucune non-conformité. L'inspection relève néanmoins que :

- le rejet « eaux usées + pluviales - vanne 1 » n'est pas référencé dans l'arrêté préfectoral,
- le rejet « eaux usées + pluviales - vanne 9 » est référencé comme un rejet d'eaux pluviales uniquement dans l'arrêté préfectoral.

→ Le constat de l'inspection du 19/07/2023 est clos.

Suite n°20250428-7 : L'exploitant précisera s'il existe un rejet n°1 d'eaux usées et eaux pluviales en plus des autres points de rejets mentionnés dans l'arrêté préfectoral de 2024 et si au point de rejet n°9 se rejettent des eaux usées et eaux pluviales comme mentionné dans le rapport de contrôle du 2<sup>d</sup> semestre 2024 ou uniquement des eaux pluviales comme mentionné dans l'arrêté préfectoral. En cas de besoin de modification des dispositions de l'arrêté préfectoral, l'exploitant transmettra un porter à connaissance précisant les caractéristiques de ses rejets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Suite de l'inspection du 11/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 5 - Article 2.8

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 25/02/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu d'effectuer ou de faire effectuer des mesures sur les concentrations autorisées dans le présent titre pour apprécier la qualité des rejets au regard de la protection de l'environnement.

Cette surveillance devra être réalisée à la fréquence minimale suivante :

- 2 fois / an sur la partie rejets d'eaux sanitaires avec prélèvements réalisés aux fortes périodes d'utilisation,
- 1 fois / an avec un prélèvement sur l'ensemble des rejets d'eaux pluviales (prélèvement moyen représentatif de la qualité des rejets d'eaux pluviales de l'établissement).

Ces mesures, contrôles et analyses sont à la charge de l'exploitant et les résultats seront transmis à l'Inspection des Installations Classées dès qu'ils seront connus accompagnés des observations ou actions éventuelles suite à tout dépassement constaté.

Constats :

Non-conformité n° 12 de l'inspection du 11 septembre 2020 : L'exploitant n'a pas réalisé l'ensemble des contrôles sur les rejets prescrit à l'article 2.8 du titre 5 de l'arrêté préfectoral du 13/12/2006. L'exploitant devra transmettre d'ici la fin de l'année 2020 l'ensemble des mesures.

Constat de l'inspection du 19/07/2023 : Le rejet n°8 ne fait pas l'objet d'une surveillance 2 fois par



an. La non-conformité n°12 de l'inspection du 11 septembre 2020 n'est pas levée. En conclusion de ce constat, il convient que l'exploitant réalise une surveillance des effluents aqueux au point de rejet n°8 deux fois par an.

Réponse de l'exploitant par courrier du 21/04/2025 : L'exploitant indique qu'à la suite de la mise à jour du plan des réseaux, le rejet n°8 ne concerne que les eaux pluviales et non plus les eaux usées. Il fait donc l'objet d'un contrôle annuel.

L'inspection note que le rapport de contrôle des effluents rejetés au point n°8 au 2<sup>d</sup> semestre 2024 mentionne des eaux usées et eaux pluviales contrairement à ce qu'indique l'exploitant.

→ La non-conformité n° 12 de l'inspection du 11 septembre 2020 n'est pas levée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 9 : Suite de l'inspection du 11/09/2020

**Référence réglementaire :** Autre du 11/09/2020, article Guide de l'état de l'art des silos version 3 - 2008

**Thème(s) :** Risques accidentels, Divers

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 19/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 25/02/2025

**Prescription contrôlée :**

[...] Il est possible de traiter les vitres des différentes fenêtres (par exemple par apposition de films adhésifs) de façon à éviter la formation d'éclats tranchants.

**Constats :**

Observation n° 1 de l'inspection du 11 septembre 2020 : Le site dispose de fenêtres vitrées dans la tour de manutention. Les surfaces vitrées de tours de manutention doivent être remplacées par du polycarbonate ou doivent être filmées en surfaces conformément au guide silo.

Constat de l'inspection du 19/07/2023 : L'inspection a demandé le plan d'action et le taux d'avancement des travaux de remplacement. L'exploitant a expliqué que le plan d'action et le taux d'avancement seront transmis prochainement. Post-inspection, l'exploitant a transmis un document présentant la localisation des surfaces vitrées, la surface, le taux d'avancement et les échéances pour le remplacement des parois vitrées. La fin de la première phase est prévue fin 2025 et la seconde pour fin 2027. L'observation n°1 de l'inspection du 11 septembre 2020 n'est pas levée.

Réponse de l'exploitant par courrier du 10/04/2025 : L'exploitant indique que les objectifs fixés fin

2025 et fin 2027 sont toujours maintenus dans les prévisionnels de travaux de maintenance.

→ L'observation n°1 de l'inspection du 11 septembre 2020 n'est pas levée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 7 mois

**N° 10 : Consignes de sécurité et procédures d'exploitation**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 13/12/2006, article 1.4 du titre 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Consignes de sécurité et procédures d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.

Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation sont tenues à jour, affichées dans les lieux fréquentés par le personnel et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a présenté plusieurs « fiches de sécurité au poste » telle que celle relative au « nettoyage silo/terrasse/bord de quai » précisant quelques consignes, risques et mesures de prévention mais ne constituant pas réellement des procédures d'exploitation, ces fiches étant trop synthétiques. Elles sont présentes sur site à proximité des postes ayant vocation à les utiliser. Dans le cadre du contrôle d'autres prescriptions, l'inspection a néanmoins consulté la procédure de nettoyage du silo et de contrôle des sondes thermométriques.

**Suite n°20250428-8 :** L'exploitant doit disposer de procédures et instructions d'exploitation écrites portant sur les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses ainsi que sur la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...). Ces procédures doivent comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident et être affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 11 : Interdiction de feux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/12/2006, article 1.5 du titre 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Interdiction de feux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique. Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté la présence de panneaux mentionnant l'interdiction d'apporter du feu ainsi que l'interdiction de fumer.  L'exploitant a présenté les livrets d'accueil des entreprises extérieures et intérimaires, précisant l'interdiction de fumer et le besoin de permis de feu (pour les entreprises extérieures uniquement), ainsi que les consignes de sécurité en cas d'intervention des entreprises extérieures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Formation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/12/2006, article 1.6 du titre 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b>  Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Le personnel reçoit une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation fait l'objet d'un plan formalisé. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué qu'une sensibilisation était réalisée pour les intérimaires en fonction de leur fiche de poste. Il a présenté un exemple de fiche d'émargement d'un intérimaire après que celui-ci ait suivi l'accueil du 25/06/2024.  Le plan de formation pour le personnel de 2024 (formations extincteurs, RIA, séchage, etc.) a été présenté à l'inspection ainsi que le tableau des habilitations du 25/03/2025 qui sert de suivi des formations (permis de feu, plan de prévention, sécurité silos, manipulation extincteurs, habilitation électrique, séchage...).
Le classeur « habilitations et autorisations de conduite » permet un suivi des formations et de leurs échéances. Les formations étaient par exemple « sécurité silo » à renouveler tous les 3 ans, « permi feu » à renouveler tous les 5 ans, « extincteurs » à renouveler tous les 3 ans. Ces documents n'appellent aucune remarque de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/12/2006, article 2.2 du titre 2
---

Thème(s) : Risques accidentels, Circulation dans l'établissement
--

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations. A cette fin, l'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture est implantée et aménagée de façon à permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Ces aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

A proximité de la voie navigable, des panneaux sont mis en place de façon à signaler la présence d'installations à risques et à empêcher le stationnement de tierces personnes à proximité.

Cette interdiction ne s'applique pas aux cas des chargements et déchargements de péniches associés à l'établissement durant cette phase d'exploitation des installations.

**Constats :**

Lors de sa visite des installations, l'inspection a constaté la présence de clôtures au niveau des parties visitées du site. Une partie du site est bordée par la Darse et la Seine, aucune clôture n'est donc présente à cet endroit mais l'accès au site reste restreint.

Mise à part un panneau affichant quelques règles à l'entrée du site, aucun plan ni panneau de signalisation ne fixe de règles de circulation sur site.

**Suite n°20250428-9 : Il convient que l'exploitant fixe des règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles doivent être portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.**

L'inspection n'a pas constaté les mesures prises par l'exploitant visant à empêcher le stationnement de bateaux tiers à proximité du site.

**Suite n°20250428-10 : L'exploitant justifiera qu'il n'est pas possible qu'un bateau tiers stationne à proximité de ses installations. Dans le cas contraire, il mettra en place des panneaux de signalisation de façon à signaler la présence d'installations à risques et à empêcher le stationnement de tierces personnes à proximité (cela ne s'applique pas aux chargements/déchargements de péniches associés à l'établissement durant la phase d'exploitation des installations).**

Type de suites proposées : Avec suites
--



<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
--

<b>Proposition de délais :</b> 3 mois
---------------------------------------

**N° 14 : Nettoyage des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/12/2006, article 4.2 du titre 2
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage des installations
--

**Prescription contrôlée :**

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils présentent toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et fait l'objet de consignes particulières.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toutes fuites de poussières, et, en cas de fuite, pour les résorber rapidement.

**Constats :**

L'exploitant indique que les poussières sont nettoyées par l'aspiration centralisée, les grains sont retirés à la main ou par aspiration centralisée s'ils sont présents en faibles quantités. Il indique qu'un aspirateur est également disponible pour le nettoyage des installations. L'inspection a constaté la présence de la centrale d'aspiration dans le silo 6.

L'exploitant a présenté son registre de « rondes de sécurité et sanitation » pour l'ensemble des silos en semaine 12. Ces rondes portent également sur le contrôle de l'empoussièrement des installations. Sur la base de ce registre une planification de nettoyage est élaborée pour la semaine suivante. L'inspection a consulté la planification de nettoyage prévue en semaine 13 qui était cohérente avec les constats des « rondes de sécurité et sanitation » de la semaine 12.

La procédure de nettoyage mentionne une organisation en accord avec ce qui a été décrit par l'exploitant. La ronde permettant d'évaluer l'empoussièrement doit être réalisée chaque fin de semaine d'après la procédure. Le nettoyage planifié en semaine suivante est ensuite réalisé par le personnel du site ou par un prestataire externe. En période de moisson, le contrôle de l'empoussièrement doit être réalisé chaque jour.

La procédure précise les conditions dans lesquelles le balai et l'air comprimé peuvent être utilisés. L'aspiration centralisée reste à privilégier.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 15 : Consignes générales d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/12/2006, article 6.2 du titre 2
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes générales d'intervention
---

**Prescription contrôlée :**

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Ces consignes sont portées à la connaissance du personnel et affichées. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

**Constats :**

L'intervention du personnel avec des extincteurs est prévue dans le schéma d'alerte du POI du site. Ce document comporte également un plan d'évacuation, une liste des moyens d'intervention ainsi que le schéma d'alerte prévoyant l'appel des secours. La liste des moyens d'intervention ne précise pas leur localisation et le nombre d'équipements disponibles.

L'exploitant indique être en cours de révision de son POI.

**Suite n°20250428-11 : L'exploitant précisera la localisation et le nombre d'équipements visés dans la liste des moyens d'intervention disponibles sur site. Le POI mis à jour devra faire l'objet d'une transmission au SDIS.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 16 : Mesures de protection pour limiter les effets d'une explosion**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 13/12/2006, article 1.1 du titre 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection

**Prescription contrôlée :**

Les mesures de protection permettant de limiter les effets d'une explosion sont réalisées conformément aux réglementations en vigueur et adaptées aux silos et aux produits. Cela peut être l'une ou plusieurs des mesures telles que :

- arrêt de la propagation de l'explosion par des dispositifs de découplage ;
- réduction de la pression maximale d'explosion à l'aide d'évents de décharge, de systèmes de suppression de l'explosion ou de parois soufflables ;
- résistance aux effets de l'explosion des appareils ou équipements dans lesquels peut se développer une explosion ;
- résistance aux effets de l'explosion des locaux ou des bâtiments.

Les mesures de prévention et de protection mises en œuvre par l'exploitant, sont au minimum celles décrites dans l'étude des dangers remise le 22 novembre 2004, à savoir :

- obturation des fenêtres de la galerie inférieure à proximité de la zone de chargement du silo 6,
- découplage de la tour de manutention du silo 6 des cellules de stockage,
- découplage de la tour de manutention du silo 6 de la galerie sur cellules et de la galerie sous cellules,
- système d'aspiration de poussières sur les cellules K du silo 2.

Ces dispositifs sont conformes aux préconisations de l'étude de dangers du site et dimensionnés



conformément aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité.
Une maintenance préventive de l'ensemble des équipements des silos et, notamment, des équipements identifiés comme importants pour la sécurité dans l'étude de dangers actualisée du site, est mise en place. Une traçabilité de cette maintenance permet d'engager sans délai, toute mesure corrective en cas de défaut ou défaillance identifiés sur un équipement.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté la présence des mesures de prévention et de protection suivantes : obturation des fenêtres de la galerie inférieure du silo 6, découplage de la tour de manutention du silo 6 des cellules de stockage, découplage de la tour de manutention du silo 6 de la galerie sur cellules et de la galerie sous cellules. Le silo 2 n'a fait l'objet d'aucune visite de l'inspection.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier qu'une maintenance préventive de l'ensemble des équipements des silos et, notamment, des équipements identifiés comme importants pour la sécurité dans l'étude de dangers actualisée du site était mise en place.</p> <p><b>Suite n°20250428-12 :</b> L'exploitant devra recenser l'ensemble des mesures de protection permettant de limiter les effets d'une explosion présentes sur site comprenant a minima celles prévues dans l'étude de dangers remise le 22 novembre 2004. Il devra ensuite mettre en place une maintenance préventive de ces équipements. Toute mesure corrective en cas de défaut ou défaillance identifiés sur un équipement doit être mise en œuvre sans délai.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 17 : Aires de chargement et de déchargement

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/12/2006, article 1.2 du titre 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage. Des grilles sont mises en place sur les fosses de réception. La maille est déterminée de manière à retenir au mieux les corps étrangers.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• soit suffisamment ventilées de manière à éviter la création d'une atmosphère explosive (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles) ;</li> <li>• soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration.</li> </ul> <p>Ces aires doivent être régulièrement nettoyées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que les aires de déchargement des produits étaient situées en dehors des capacités de stockage. Des grilles étaient mises en place sur les fosses de réception. Les aires de</p>

déchargement étaient ventilées naturellement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 18 : Exercice d'incendie**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 20/02/2008, article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exercice d'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise tous les deux ans un exercice d'incendie de silo, afin de vérifier l'efficacité des dispositions contenues dans les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence.

L'inspection des installations classées et les services d'incendie et de secours sont informés préalablement de la date de cet exercice. Cet exercice doit notamment permettre de vérifier l'efficacité des dispositions organisationnelles, des moyens de lutte contre l'incendie, et le cas échéant, des moyens mis en place pour inertiser les cellules.

A l'issue de chaque exercice, un compte-rendu et un bilan des actions correctives sont rédigés, consignés dans un registre et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant indique que son dernier exercice POI date du mois de mai 2022. Il précise que le prochain est prévu fin mai/début juin 2025 avec la participation du SDIS.

Un exercice d'incendie de silo n'est donc pas réalisé tous les deux ans.

**Suite n°20250428-12 :** Il convient que l'exploitant réalise rapidement un exercice d'incendie de silo.

**Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet de Seine-et-Marne.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 19 : Phosphore d'hydrogène**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Produits chimiques, Phosphore d'hydrogène

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre



document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

**Constats :**

L'inspection a constaté, lors de sa visite du site, que l'exploitant stockait du phosphore d'hydrogène. Ce produit solide est utilisé pour la fumigation (désinsectisation des céréales) dans les cellules de stockage.

Le stockage est effectué dans une zone grillagée, sous clé, en fûts de 20,4 kg. L'exploitant a transmis, post-inspection, la fiche de données de sécurité (FDS) du produit. L'inspection a constaté que les fûts étaient stockés dans des conditions conformes à celles prévues dans la FDS. Les produits sont stockés dans un bâtiment stockant aussi des produits phytosanitaires, néanmoins le phosphore d'hydrogène est stocké à l'écart.

Ce produit relève de la rubrique ICPE 4110-1. Les quantités stockées étant inférieures à 200 kg, cette activité n'est pas classée au titre de la nomenclature ICPE.

**Type de suites proposées :** Sans suite

